

AKTUELL

ARCELORMITTAL

Think global - Fire local

Luc Caregari

Alors qu'ArcelorMittal remonte la pente et renoue avec les gros bénéficiaires, des ombres noires surgissent au-dessus des usines luxembourgeoises.

Le fin gratin de la presse luxembourgeoise, grande-régionale et internationale était présent ce mardi lors de la conférence de presse présentant le bilan 2010 du producteur d'acier aux dimensions planétaires. Il y avait de quoi aussi : les chiffres présentés auront des conséquences pratiques dans les jours, semaines et mois à venir. Et globalement, les choses vont bon train pour ArcelorMittal : avec un bénéfice de 2,9 milliards de dollars, la firme retrouve des performances qui ressemblent aux bilans d'avant la crise. Même si en 2008 le bénéfice s'élevait encore à 9,4 milliards de dollars, il ne faut pas oublier qu'en 2009, il n'était « que » de 157 millions de dollars - des cacahuètes pour un champion mondial comme ArcelorMittal entend l'être.

Selon Lakshmi Mittal, le pdg du groupe : « Il faudra attendre 2015 pour vraiment revenir là où on se positionnait avant la crise. 2010 a été une année comblée de défis et 2011 sera pareil, tout en avançant dans la bonne direction », a-t-il fait savoir. Le seul élément qui pourra encore obscurcir les plans de reconquête des gros bénéficiaires serait une augmentation drastique des prix des matières premières, pourtant prévue pour le deuxième semestre 2011. Mais ArcelorMittal sait anticiper et en a les moyens. Comme en témoigne un de leurs derniers projets présenté à la presse ce mardi : l'acquisition de « Baffinland ». Il s'agit de gisements de minerais de fer situés sur la plus grande île au nord du Canada, dans l'archipel arctique. En 1962, des minerais de fer y sont découverts, mais vu leur éloignement géographique leur exploitation n'avance que lentement. En 2011, globalisation et réchauffement climatique aidant, c'est presque chose faite, puisqu'ArcelorMittal vient de mettre le grappin sur 70 pour cent des actions de « Baffinland », la compagnie qui gérait jusqu'ici les réserves.

Mais tout cela n'est qu'un des projets qui visent à rendre le groupe plus autonome du marché des matières

premières. Et donc plus autonome aussi face aux marchés tout court, ce qui devrait plaire aux actionnaires. Ce qui leur plaira peut-être moins - s'ils ne s'en fichent pas totalement - c'est ce qui se passe en ce moment dans les usines sur le territoire grand-ducal, à Schifflange et à Rodange plus précisément. Dans ces usines, on fabrique majoritairement des produits destinés au secteur de la construction. Or, vu que celui-ci ne se remet pas ou peu de la crise, les deux usines sont - interdépendance oblige - déficitaires. Certes, ces quelques 30 millions d'euros perdus en 2009 et ces 15 millions perdus en 2010 disparaissent dans le bilan positif global d'ArcelorMittal, mais toujours est-il que les dirigeants n'apprécient pas le rouge dans leurs calculs et entendent chercher des « solutions » pour améliorer la productivité de ces sites.

Ce vocabulaire a fait sonner l'alarme chez l'asbl « Sidérurgie » qui regroupe des représentants de l'OGBL et du LCGB. Dans un communiqué du 4 février 2011, les syndicats redoutent une « violation des accords Lux 2011 », rien de moins. Ces accords, basés sur des discussions au sein de la sacro-sainte tripartite, devraient assurer la continuité des emplois sur les sites luxembourgeois. Mais avec l'objectif émis de la part des dirigeants de faire des économies, les syndicats s'attendent à quelques 262 destructions de postes. Auxquels s'ajouteront les 42 postes délocalisés du Luxembourg dans le cadre de la restructuration du secteur informatique du géant de l'acier. Certes, Michel Wurth a essayé de calmer les esprits en disant que « pour le moment, il n'est pas question de tailler dans les emplois ». Mais qui sait quand le moment changera ?

ÉGYPTE

Lame de fond populaire

Dina Heshmat



PHOTO : FLICKR/HANNIBAEEL

A l'image du Mur de Berlin servant à se moquer de Honecker, Hosni Moubarak peut trouver son effigie sur le mur en Palestine.

Après avoir imposé des concessions historiques à un régime aux abois, la révolution ressoude les classes populaires autour de revendications sociales.

La dernière fois que le peuple s'était aussi unanimement soulevé, c'était il y a presque un siècle, en 1919, contre l'occupant anglais. Cette fois-ci, c'est contre leurs propres tortionnaires que se sont révoltés des millions d'Égyptiens, hommes et femmes, musulmans et chrétiens, aisés et pauvres, à l'initiative de jeunes internautes, le 25 janvier 2011, jour de la fête de la police. Parmi ces jeunes, le désormais célèbre Wael Ghoneim, animateur du groupe « Nous sommes tous Khaled Said » sur Facebook (dédié au jeune alexandrin tué par deux indics en novembre 2010), et les « jeunes du 6 avril ». Les organisations et partis politiques qui ont rejoint l'appel sur le tard ont été surpris par l'ampleur qu'a tout de suite prise cette révolte ; le 28 janvier, les centaines de morts et les milliers de blessés tombés sous les balles de snipers ou sous des tirs soutenus de grenades lacrymogènes n'ont pas empêché le siège du Parti National Démocrate de brûler ni les manifestants d'occuper la place Tahrir.

A Assouan, Louxor, Fayoum, Suez - ville où les affrontements auraient fait plus de 100 morts - Alexandrie, Mansoura, Zaqaziq, al-Arish dans le Nord du Sinaï où des sièges de la Sûreté d'Etat ont été bombardés, les contestataires ont tenu bon face à la police. Ils ont, en plus, rallié l'opinion publique à leur cause, avant que l'attention ne soit détournée, à dessein, par l'instauration du couvre-feu, et la généralisation de l'insécurité après la « fuite » de milliers de prisonniers (une « fuite » dans laquelle on sait maintenant que le ministère de l'intérieur a joué un rôle important). Malgré la psychose sécuritaire - qui obligeait les hommes à former des comités populaires dans leurs quartiers pour se protéger, et la deuxième vague de répression sauvage - attaque d'hommes de main, « baltaguis » à dos de chevaux et chameaux, armés d'épées et autres armes blanches à Tahrir, malgré l'arrestation de nombreux activistes égyptiens et le climat de terreur instauré pour effrayer les journalistes étrangers, malgré la coupure d'internet et la fermeture des bureaux d'al-Jazeera, les journées du 1er, 4, 6 et 8 février ont à chaque fois rassemblé plusieurs millions de personnes, même si elles n'ont pas encore réussi, au moment où nous écri-

vons, à forcer le président égyptien à descendre de son trône.

Mais la révolution - car c'en est bien une - est en elle-même une victoire. Elle a libéré une énergie insoupçonnée, mis le pouvoir sur la défensive et imposé les revendications portées par Kefaya (Ça suffit !) depuis 2004 : Hosni Moubarak ne se représentera pas aux présidentielles de septembre 2011, ni son fils, Gamal, limogé de son poste de dirigeant du Comité Politique du PND dans la foulée de la purge qui a touché ses responsables. Le ministre de l'intérieur, Habib al-Adli, est mis en accusation pour sa responsabilité dans le meurtre de manifestants pacifiques (le nombre de morts est estimé au minimum à 300), mais aussi pour avoir incité à l'attentat dans l'église d'Alexandrie la nuit du nouvel an. Quatre hommes d'affaires, proches de Gamal Moubarak, piliers de l'aile libérale du régime, ont également été lâchés par le président. Ahmed Ezz, magnat de l'acier, Zoheir Garana, ex-ministre du tourisme, Rachid Mohamed Rachid, ex-ministre du commerce et de l'industrie, artisan d'accords de commerce privilégiés avec Israël, et Ahmad Al-Maghrabi, ex-ministre de l'Habitat, sont interdits de sortie du territoire et leurs comptes bancaires sont gelés.

Désinformation étatique

Ces concessions ont été accompagnées de véritables machinations médiatiques sous la houlette, entre autres, d'un ministre de l'information passé maître dans l'art de la désinformation (il a déjà sévi contre les Algériens en novembre 2009) : les manifestants place Tahrir recevraient 50 dollars la journée et auraient droit à des repas Kentucky Fried Chicken gratuits ; ils auraient été manipulés par des « agendas » étrangers (tour à tour américain, israélien, qatari et iranien !). Actuellement, l'appareil médiatique de l'Etat égyptien - qui existe encore même s'il est ébranlé de l'intérieur par les journalistes excédés - a fini par comprendre qu'une révolution ne peut être niée et la une des journaux d'Etat ne tarit plus d'éloges sur « les jeunes de Tahrir », tout en présentant l'armée, intervenue le 28 janvier au soir, comme la meilleure garante de la sécurité des manifestants (alors même qu'elle a laissé passer à Tahrir les baltaguis) et tout en oubliant de mentionner la revendication centrale des manifestants, à savoir la démission du président. Omar Suleiman, nommé vice-président par Moubarak, tente, lui, de diviser les organisations de jeunes tout en jouant sur les faiblesses des partis de l'opposition traditionnelle.

Le Rassemblement, largement discrédité par sa participation répétée à des élections truquées, le Wafd, droite libérale également discrédité et même les Frères Musulmans, malgré leur présence dans le mouvement, ont en effet accepté de négocier avec le chef des Renseignements, alors même que le mot d'ordre place Tahrir exige le départ du président comme préalable à toutes négociations. Une coalition des organisations de jeunes présentes sur place Tahrir (entre autres « les jeunes du 6 avril », les « jeunes des Socialistes Révolutionnaires » et « les jeunes des Frères Musulmans ») s'est mise en place pour faire face à ces problèmes. Ces derniers, très radicalisés, sont très organisés place Tahrir, et affichent un jusqu'au boutisme porteur de tensions avec les dirigeants des Frères Musulmans qui eux-mêmes, exclus du parlement à l'issue des élections législatives truquées de novembre 2010, alors qu'ils avaient obtenu 88 sièges dans le précédent, ont toutes les raisons de ne pas abandonner place Tahrir.

Mais tout comme les campagnes de répression et les opérations de purge médiatisées, les tentatives de division n'ont pas porté leurs fruits. Car il semblerait bien qu'il soit trop tard. Les concessions déjà faites et l'immense énergie créatrice libérée par le courage des jeunes couplée à la révélation du montant de la fortune de Moubarak - un article du Guardian la chiffre entre 30 et 70 milliards de dollars - pousse des centaines de milliers de salariés à exiger leurs droits. A l'heure où nous écrivons, il est presque impossible de dénombrer les grèves et débrayages : le chemin de fer, les chauffeurs de bus, cinq entreprises sous-traitantes du canal de Suez, le textile à Kafr al-Dawwar, Egypte Telecom où se prépare une journée de mobilisation forte pour le dimanche 13, les éboueurs de Giza qui se sont joints à la revendication unifiée d'un salaire minimum à 1.200 livres égyptiennes (environ 150 euros), les aciéries de Hilwan et Mahalla. Du Nord à Alexandrie et Mahalla au Sud, à Assouan où 5.000 jeunes chômeurs ont tenté d'occuper le chef-lieu, la population exige d'une seule voix qu'on lui « rende son argent ». Un cri qui pourrait bien donner le coup de grâce à un régime maintenant largement désigné comme responsable de la paupérisation et des inégalités extrêmes qui règnent dans le pays.

Dina Heshmat est journaliste et se trouve actuellement au Caire.

My Council Is My Castle

Eis Gemengerët: eng Bastioun vun eeleren Häre mat Lëtzebuerger Pass?

Nos conseils communaux : un bastion de messieurs âgés au passeport luxembourgeois ?

Table Ronde, Mëttwoch 9. März 19.30 Auer, am Exit07 - CarréRotondes

D'Demokratie leeft vun der Representativitéit. Ginn eis Gemengerët deem wierklech gerecht? Wou si mer mat der Präsenz vun de Fraen drun? Firwat sinn esou wéineg auslännesch Leit, Jonker oder Leit aus dem Aarbechtermilieu an der Gemengepolitik aktiv? Froen, déi ustinn, lo wou d'Lëschte fir d'Gemengewahlen opgestallt ginn.

Representativitéit et démocratie vont de pair. Mais qu'en est-il de nos conseils communaux ? Où en sommes-nous avec la présence des femmes ? Pourquoi y a-t-il si peu de jeunes, de personnes étrangères ou issues du milieu ouvrier dans la politique communale ? Des questions à débattre au moment de la constitution des listes pour les prochaines élections.

Mat der Participatioun vun / avec la participation de :

Marc Baum (conseiller communal Déi Lénk)
Cátia de Oliveira Gonçalves (candidate LSAP à Pétange)
Camille Gira (bourgmestre, Déi Gréng)
Jean-Marie Halsdorf (ministre de l'Intérieur, CSV, à confirmer)
Claude Meisch (bourgmestre, DP)
Laura Zuccoli (présidente de l'ASTI)

Table ronde en luxembourgeois, traduction en français assurée
 Org. : woxx déi aner wochezeitung / l'autre hebdomadaire

